pour la circonstance. La fête a été solennisée cette année dans l'église de St. André della Valle.

Le six janvier il y eut trois sermons en Italien et en Allemand. Les jours suivants jusqu'au 13, on prêcha successivement en Français, en Polonais, en Espagnol, en Bohémien, en Allemand et en Anglais.

Le roi et la reine d'Italie ont visité dernièrement la Sicile. Le télégraphe a parlé des démonstrations populaires en faveur de Leurs Majestés. On se fera une idée de la spontanéité de ces démonstrations par le décret de la municipalité de Messina qui fait connaître que les bannières seront fournies par la municipalité, et que des bouquets de fleurs seront distribués aux habitants des rues par lesquelles Leurs Majestés doivent passer, afin qu'on puisse les jeter sur la voiture royale. " La municipalité de Catanie obligea les citoyens à tenir dix lumières à chaque maison, à l'occasion de l'illumination. On voit par là que ces prétendues démonstrations populaires sont aussi menteuses que les plébiscites.

FRANCE.

Les sœurs de St. Vincent de Paul ont quitté les hospices de La Rochefoucauld et des Petits-Ménages. Elles seront remplacées par des surveillantes laïques, ainsi l'ont voulu les autorités municipales.

" La voilà donc commencée, dit le Gaulois, cette besogne de laïcisation ! et ce sont les sœurs de Saint-Vincent de Paul, ces saintes filles si vénérées dans le monde entier, qu'on frappe d'abord.

N'est-il pas étrange vraiment que les premières victimes de la haine radicale appartiennent précisément à une congrégation autorisée ?

Tel est l'effet de cette tutelle légale qui devait, au dire du gouvernement, sauver les congrégations.

L'hospice La Rochefoucauld compte 215 lits, et il y avait là 11 sœurs : elles étaient là depuis 1781, époque de la fondation de cette maison de retraite par la comtesse de La Rochefoucauld, grand-mère de M. le duc de Bisaccia. Les papiers relatifs à la propriété, comme aux conditions de la fondation, ont été brûlés par la Commune, de telle sorte que la famille se trouve dans l'impossibilité de faire valoir ses droits. Mais il va sans dire que l'idée de la fondatrice était que les religieuses, choisies par

elle, conservassent la direction de l'œuvre.

C'est le 25 du mois dernier que la supérieure a été appelée au cabinet de M. Quentin.

— Nous allons laïciser les hospices, lui dit-il, et je vous prie de prendre vos précautions pour partir ; je vous donne jusqu'au 28 décembre, à sept heures.

— Vous avez donc à vous plaindre de nous ?

— Nullement, mais le conseil municipal n'entend pas vous garder.

On ne congédie pas plus brutalement un domestique infidèle !

On donne un mois de répit à des filles qui offrent leurs soins, leurs dévouements, leur vie.

Aux Petits-Ménages, à Issy, il y avait vingt six religieuses, également congédiées. Elles avaient été placées là par saint Vincent de Paul lui-même, le créateur de cette maison de refuge ; il semble qu'on aurait dû respecter cette maison à laquelle la Révolution de 93, malgré les lois de proscription et de mort, les religieuses restèrent et il n'est dit nulle part que les sauvages d'alors aient tenté de les arracher de cet asile.

Les contribuables de Paris vont payer les fantaisies grotesques de M. Quentin et consorts. Les sœurs de Saint-Vincent de Paul, en effet, touchaient une indemnité dérisoire, deux centis francs par an !

Quels seront les émoluments des belles surveillantes qui ont, elles, la charge d'une famille, et ne font pas du dévouement pour rien ?

Heureux encore si les intérêts des malades ne sont pas plus sérieusement compromis que les deniers de l'assistance publique !

Le correspondant parisien du *London Tablet* écrit que le conseil municipal de Paris va expulser également les frères de St. Jean de Dieu (rue Oudinot) qui ont soin de 400 incurables, lépreux, lunatiques, affligés de cancer, etc ; et s'emparera de la maison et du jardin des bons frères. Quant aux pauvres lépreux et autres malades dont les religieux prenaient un soin si charitable, la municipalité ne dit pas ce qu'elle en fera.

On a remarqué sur les Boulevards de Paris un jouet d'enfant qui a beaucoup de vogue. Il consiste en deux poupées, dont l'une est habillée en sergent de ville et l'autre en capucin — le pied du sergent de ville est mobile et la drôlerie est qu'il suffit de tou-

cher au bras du sergent pour que le pied s'élève et frappe le capucin. Ce chef-d'œuvre est en grande demande et se vend deux sous aux futurs sauveurs de la France — jeunes et vieux !

Le 23 décembre, le gouvernement français éprouvait une défaite inattendue : la chambre des députés, sur la loi d'éducation. La clause 1 de la loi spécifie les sujets dont l'enseignement est obligatoire et elle omet l'instruction religieuse. Cette clause a été adoptée par 346 contre 136. Mgr. Freppel a protesté énergiquement disant que puisque les écoles et les écoles sont en grande majorité catholiques, les maîtres doivent être catholiques et donner l'instruction religieuse. M. Paul Bert a dit que le comite en était venu à la conclusion qu'il devait y avoir une séparation absolue entre l'Eglise et l'école.

La clause 2, amendée par une motion de M. Paul Bert et adoptée par la chambre, comporte que le conseil départemental, conformément aux avis des conseils municipaux, autorise les ministres de la religion, qui font application à cet effet, à donner des instructions religieuses dans les maisons d'école, les dimanches et jours de fête.

La clause 3 rend l'éducation obligatoire pour tous les enfants depuis 6 ans à 13 ans. M Keller a protesté contre l'injustice faite à des milliers de pères et de mères en les forçant d'envoyer leurs enfants à des écoles que leur conscience désapprouve.

La chambre, par un vote de 311 contre 183, a adopté la législation nouvelle qui impose une taxe sur les associations religieuses et séculières, excepté celles d'une nature scientifique, cette taxe est de 2 par cent sur la propriété personnelle, et de 5 1/2 par cent sur le droit de succession.

L'*animus* de la loi est connu, sous une apparence d'impartialité, ce sont les communautés religieuses, dont les revenus sont consacrés à des œuvres de charité, qui seront seules atteintes. On peut être certain que les sociétés de francs-maçons ou autres de cette espèce seront exemptes de cette taxe.

Mr. Desprez est parti de Paris pour aller reprendre son poste d'ambassadeur au Vatican.

Mlle. Louise Michel, la *pétroleuse*, continue sa marche triomphale. Elle a refusé de se porter candidat aux prochaines élections. Elle déclare que le rôle de la femme n'est pas